

# L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—Etats-U., \$3.50.  
Tout semestre commencé se paie en entier.  
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XII.

No. 43

JEUDI, 27 OCTOBRE 1881

Prix du numéro 7 centims.—Annonces, la ligne, 10 centims.  
Toute communication doit être affranchie.  
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

## AVIS IMPORTANT

*L'Opinion Publique* est publiée tous les jeudis par les nouveaux propriétaires. L'impression, les gravures, etc., se font à la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les Etats-Unis ; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de trois mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées au Gérant de la Compagnie Litho-Burland, au bureau de *L'Opinion Publique*.

Adresser les correspondances littéraires : " Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

## CENT ANS APRÈS

Nos voisins de la grande république ont célébré, le 19 octobre, le centenaire de la reddition de Yorktown. Ils se sont remémoré sur tous les tons et sans se ménager les éloges, qu'il y a cent ans, à pareille date, lord Cornwallis, commandant les armées de Sa Majesté Georges III, succombait sous les assauts des troupes de Washington et de Rochambeau. Les Américains ont eu le bon esprit d'inviter à ces fêtes les descendants des officiers français qui combattaient à côté des soldats américains. Chose singulière, il y avait aux fêtes de ce centenaire plus de descendants d'officiers français que de représentants d'officiers américains. Rochambeau, de Grasse, Lafayette, de Vioménil étaient jeudi dernier à Yorktown dans leurs petits-fils, tandis que les représentants des officiers supérieurs de l'armée de Washington y brillaient beaucoup par leur absence. L'esprit de caste français vaut mieux évidemment pour conserver les familles que l'esprit démocratique de la société américaine.

Il nous fait plaisir d'avoir eu à constater, à Yorktown, la présence de ces officiers de la France officielle et de la France de Louis XVI. Les Américains ont dû leur succès, dans la guerre de l'indépendance, à leurs auxiliaires français. Ceux-ci apportaient en Amérique une expérience militaire et une discipline qui devaient nécessairement manquer aux colons révoltés. La flotte du comte de Grasse ne leur fut pas moins utile que l'armée de Rochambeau, car les rebelles n'avaient eu ni le temps ni les moyens de se créer une marine. En présence de ces services rendus, les Américains se sont toujours un peu conduit comme ce brave Perrichon, qui ne pouvait souffrir la vue de l'homme qui lui avait sauvé la vie. La reconnaissance lui était à charge et il préférerait à son sauveur l'homme qu'il croyait avoir sauvé, tirant vanité de ce faux sauvetage. Depuis cent ans, les Américains ont toujours donné leurs sympathies aux adversaires de la France. En 1870, nous les avons vus acclamer les victoires prussiennes. On aurait pu croire que la différence de régime politique des deux pays était le mobile de cette antipathie des Américains pour la France, mais il est constant aujourd'hui qu'ils n'aiment pas plus la France républicaine que la France monarchique. Il est vrai qu'ils peuvent expliquer leur absence de reconnaissance en faisant remarquer que la France cherchait dans la guerre de l'indépendance, plus à se venger des Anglais, qui venaient de lui enlever le Canada, qu'à servir la cause des colons insurgés. Du reste, la reconnaissance n'est pas une vertu bien commune en ce monde, et elle est encore plus rare chez les nations que chez les individus, et en ceci les Américains valent bien d'autres peuples, les Italiens, par exemple, qui oublient des services bien plus récents qu'ils doivent à la France.

Les Américains, s'ils n'ont pas pratiqué comme nation toutes les vertus des peuples, ont fait un excellent emploi de leur temps depuis la capitulation de Yorktown. Ils étaient alors 3 millions ; ils sont aujourd'hui 50 millions. Leur territoire habité bordait la mer ; nous les voyons répandus sur la plus belle partie de l'Amérique du Nord, d'un océan à l'autre, menaçant d'attirer le Mexique dans l'Union, et n'ayant qu'à le vouloir pour s'agrandir de tout le Canada. Leur prospérité est sans pareille dans l'histoire du monde, et elle n'a de rivale que la nôtre, toutes choses égales d'ailleurs. Les Européens, qui ne comprennent que peu les choses d'Amérique, ont souvent prédit la dislocation de cette vaste république qui leur apparaît sans lien, sans cohésion. Il en a été jusqu'ici de leurs prédictions comme des prévisions des gens qui se mêlent de nous indiquer la température douze mois à l'avance. En cent ans, ils n'ont traversé qu'une crise sérieuse : le duel de 1860 entre le Nord et le Sud. Quel état européen, sauf l'Angleterre, qui n'a pas eu pendant la même période sa demi douzaine de crises ou de révolutions ? Leur gouvernement, qui est un peu un gouvernement de laisser-faire, laisser-passer, a suffi jusqu'à nos jours pour rendre le peuple heureux et prospère. Les Américains le sentaient si peu peser, qu'ils n'ont pas eu à se demander comme les Français, les Allemands, les Italiens et les Russes, comment ils pourraient le réformer ou par quoi il conviendrait de le remplacer.

Aussi, pas de question sociale aux Etats-Unis, pas de questions religieuses. Libres de ces noirs soucis qui rongent les sociétés européennes, les Américains ont suivi leur penchant qui les portait du côté des intérêts matériels. Toute la nation s'est lancée à la chasse aux dollars, et la chasse a été vraiment miraculeuse. La richesse publique s'est rapidement accumulée ; malgré cela, le peuple américain est resté simple de goût et de mœurs. C'est à ce point que les légions d'enrichis qu'on rencontre partout chez nos voisins ne savent trop comment dépenser leur argent d'une façon intelligente ou amusante. C'est un art comme un autre celui-là, et, pour le bien posséder, il faut s'y être mis à bonne heure. On leur reproche de trop aimer l'argent, mais ceux qui trouvent trop développée chez eux la passion du vil métal, sont-ils bien dégagés de l'amour des biens de ce monde ? Hélas ! ce bas sentiment est le même sous tous les cieux ; il n'a de différence que dans le succès, et celui des Américains rend jaloux.

La constitution sortie du Congrès de Philadelphie a suffi pour assurer cent ans de progrès et de bonheur à nos voisins. Est-elle assez forte, a-t-elle assez d'élasticité pour prolonger cette paix et cette tranquillité jusqu'au second centenaire de Yorktown ? Voilà une question sérieuse. Tant que les Américains ont eu devant eux de la place et de l'espace, la constitution et les lois n'ont pas eu à résister à ces grandes perturbations sociales qui sont l'épreuve et souvent la perte des constitutions européennes. Les états de la Nouvelle-Angleterre, les états de l'Atlantique, colonisés tout d'abord, offraient un pied à terre aux aventuriers d'Europe qui venaient y chercher fortune. Sitôt que les nouveaux venus furent assez nombreux pour se sentir à l'étroit, ils ont émigré à l'Ouest. Ces immenses territoires ont fourni à la république ce qui manque à l'Europe : un déversoir pour le trop-plein de sa population ; l'Ouest est la soupape qui prévient l'accumulation de ces passions, de ces fièvres révolutionnaires qui se ramassent dans les grandes agrégations d'hommes, sans carrière, sans occupation. Ce qui sauve encore les Etats-Unis et aide la constitution, c'est le travail. Il n'est pas permis d'être oisif dans un pays où il est si facile de trouver du travail et des moyens de subsistance.

Mais voici les Etats-Unis avec 50 millions d'âmes, et les difficultés de gouvernement devront fatalement augmenter, surgir à mesure que les avenues qui mènent à la fortune seront plus encombrées. La lutte du capital et du travail pourra éclater un de ces jours et si elle se produit, elle devra être terrible : la guerre des employés de chemins de fer contre leurs patrons qui a fait rage, il y a quelques années, dans certains états, peut nous donner une idée de ce qu'elle sera. L'Ouest se peuplant de plus en plus aura-t-il des intérêts identiques à

l'Est ? Voilà le danger. Les conflits d'intérêts mènent loin. Nous ne croyons pas les Américains naïfs au point de se battre pour une idée, mais l'argent les ferait descendre sur le champ de bataille ou bien ils y enverraient les autres. Il y avait une immense question d'intérêt entre le Nord et le Sud à part la question de l'esclavage.

Evidemment les pères de la constitution américaine ne pouvaient pas prévoir qu'elle serait appelée à régir un jour 50 millions et bientôt peut-être 100 millions d'âmes. Si leur vue avait porté aussi loin dans l'avenir, ils auraient fortifié davantage le pouvoir central. Lors de la guerre de la sécession, les hommes d'état américains sentirent la faiblesse du gouvernement fédéral vis-à-vis des gouvernements d'état, et ils firent main basse sur la plus grande partie des droits des états ; il y eut alors un mouvement de centralisation considérable, et il s'est fait sans trop de froissement, tellement la guerre en démontrait la nécessité. Il n'y a pas eu, après le triomphe du Nord, de réaction considérable contre cette concentration des pouvoirs à Washington. Ce mouvement devra s'accroître davantage à mesure que la population augmentant, les difficultés de gouverner se multiplieront. Mais les Etats-Unis sont encore loin de ce moment, puisqu'aujourd'hui ils présentent le spectacle bien fait pour étonner le monde, d'une population de 50 millions qui ne sent nullement le besoin d'une armée pour assurer sa sécurité intérieure. Et ce n'est qu'après soixante ans d'application, que la constitution a subi une première révision, tandis qu'en France, le parti le plus puissant demande aujourd'hui la révision de la constitution de 1875 ! C'est ce qui doit donner à réfléchir aux faiseurs de systèmes *a priori*, qui croient voir chez nos voisins tous les signes d'une désagrégation prochaine.

Les Américains sont un grand peuple possédant une somme de bonheur et de prospérité que, à une exception près, toutes les nations du monde peuvent lui envier. Nous devons nous estimer d'avoir pour voisin un peuple aussi libre, aussi riche. Il ne peut jouir de tous ses avantages sans que nous en profitions. Sa prospérité est pour nous un gage de paix ; les gens heureux ne cherchent guère noise à leurs voisins. Entrez après lui dans la carrière, nous cherchons à le suivre dans la voie de la prospérité ; nous le rattrapons parfois, et son exemple nous aiguillonnant, nous comptons devenir son émule. Aussi libres, sinon plus libres que nos voisins, nous ne les jalousons pas, certains que nous sommes d'être, avant longtemps, aussi riches qu'eux les Américains. Liés à leur fortune, devant subir le contre-coup des événements qui se produisent chez eux, nous souhaitons la continuation de leur heureuse fortune, qui devra être la garantie de notre sécurité.

A.-D. DECELLES.

## LA POÉSIE FRANÇAISE AU CANADA

COMPILATION, par LOUIS H. TACHÉ

De l'imprimerie du *Courrier de Saint-Hyacinthe*

*Au Canada*, tout comme : *Au Kamtschatka* ; ainsi parlent les puristes. Le peuple dit : *En Canada*, et le peuple pourrait bien avoir raison ; mais *Au Canada* ne laissera pas que d'avoir du charme pour les étrangers dont la grande majorité ignore que l'on cultive la poésie dans notre lointain pays. L'auteur—ou, plutôt, le compilateur, comme il s'intitule lui-même—a voulu renseigner les indifférents à cet égard. Son livre atteindra encore un autre but : sous une forme peu volumineuse, il met à la disposition des amis des belles-lettres une soixantaine—plus ou moins—des meilleures poésies écrites en Canada depuis trente ans. Ces compositions, disséminées dans des ouvrages peu répandus, dans des *Revue*s dont les lecteurs ne sont pas innombrables, et même dans les journaux quotidiens dont nos deux ou trois grandes bibliothèques publiques possèdent seules des collections—ces compositions étaient dignes d'un meilleur sort. Les hommes qui ont le culte du passé et croient à l'avenir littéraire du Canada, sauront gré à M. Taché de son travail.